

Floride : une loi “anti woke” qui restreint la liberté d'enseignement

www.actualitte.com, par Valentine Costantini, le 24/12/2021

Aux États-Unis, l'enseignement, particulièrement à l'université, devient une question très politique. Depuis de nombreux mois, le conflit dans plusieurs états autour de la théorie critique de la race fait rage — et la tension ne cesse de monter. C'est à présent la Floride qui devient le centre de l'attention, alors que le corps professoral n'est plus autorisé à utiliser les mots « critique » et « race » côte à côte, dans les descriptions de modules universitaires. Pour cause : la mise en place d'un projet de loi visant à interdire la « théorie critique de la race » dans l'État.

Développée dans les années 1970 et 1980, la théorie critique de la race est une discipline universitaire qui repose sur l'idée que le racisme est systémique dans les institutions et permet de maintenir la domination des Blancs dans la société américaine. Pour les partisans de cette matière, elle représenterait un outil important pour comprendre comment le racisme systémique peut perpétuer la discrimination et ses désavantages envers certains citoyens. Pour les opposants, c'est un plan subversif pour endoctriner les jeunes Américains à rejeter leur pays et son histoire. [...]

Un premier projet de loi promulgué par DeSantis, l'été dernier, oblige les universités d'État à effectuer des évaluations annuelles : celles-ci afin de déterminer s'il existe bel et bien une « diversité de points de vue » et une liberté intellectuelle dans leurs enceintes. [...]

La semaine dernière, le gouverneur DeSantis annonçait la mise en place d'une nouvelle législation : celle-ci vise désormais les enseignements dits « controversés », autrement dit la théorie critique de la race, afin de les empêcher de trouver une place dans les salles de classe des écoles publiques — du moins en Floride.

« Cela viole les normes de la Floride de faire de quelqu'un un bouc émissaire en fonction de sa race, de dire qu'il est intrinsèquement raciste, de dire qu'il est un oppresseur, ou un opprimé, ou tout cela à la fois », a déclaré le gouverneur. « Mais nous devons également réaliser que nous devons faire plus pour nous assurer que cela soit vraiment le cas dans nos salles de classe et dans notre société », a précisé l'homme politique.

Un discours à double sens, qui promeut l'égalité d'une part, mais interdit d'autre part les études des mécanismes racistes et inégalitaires à l'œuvre au sein de la société américaine.

La loi « Stop Wrongs Against Our Kids and Employees Act », ou « Stop W.O.K.E Act », donne également aux parents la possibilité d'intenter des poursuites, de quoi assurer l'application effective de l'interdiction de la théorie critique de la race. Quant à l'acronyme « woke », il fait aussi, bien sûr, référence aux militants antiracistes, qui luttent pour les droits des minorités, que les conservateurs voient d'un mauvais œil.

Le président de la Florida Education Association (FEA), Andrew Spar, qui dirige le plus grand syndicat d'enseignants de l'État, a publié mercredi une déclaration en réponse à l'annonce du gouverneur DeSantis : « Les enseignants sont formés et expérimentés

dans l'éducation des enfants et ont le devoir de préparer leurs élèves à contribuer efficacement à la société. Les enseignants devraient avoir la liberté d'enseigner des faits honnêtes et complets sur des événements historiques comme l'esclavage et les droits civils sans être censurés par les politiciens. L'annonce du gouverneur aujourd'hui va à l'encontre de cette valeur américaine fondamentale ». [...]

L'enseignement de sujets tels que la théorie critique de la race reste, pour beaucoup, un moyen de donner une perspective historique. Il devient alors possible de montrer aux enfants comment les lois racistes promulguées par le passé ont encore un effet sur la société actuelle. Pourtant, le pays semble doucement basculer vers une tendance à réprimer cette approche de l'enseignement, autant pour les jeunes élèves que pour les étudiants. [...]

Face à ce projet de loi, l'ONG PEN America attire l'attention sur cette nouvelle étape au cœur d'une guerre de l'éducation aux États-Unis : « Ce projet de loi censurera les enseignants et refroidira le discours en classe » autour de sujets liés à la race, à la sexualité, ou encore à l'histoire du pays. [...] Une loi qui permet aux établissements de se délester d'un ou d'une enseignante, et toute personne « prétendant être lésée » pourra s'attaquer juridiquement à une institution scolaire ou universitaire.

PEN America alerte aussi sur la mise en place d'un système de surveillance, avec la création de lignes d'assistance téléphonique : ces dernières pourraient être mises à disposition afin que le public puisse signaler un enseignant qui « omet le contexte pertinent et important » d'une leçon. [...]